



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

RAPPORT ANNUEL 2025



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

“

L'éducation est un chantier collectif. Sa réussite dépend de notre capacité à agir ensemble, avec constance et lucidité

“EXTRAIT DU DISCOURS DE LANCEMENT OFFICIEL DU PROJET MOLAKISI-TELEMA À MBANZA-NGUNGU, DÉCEMBRE 2025”.



Raïssa MALU
Ministre d'état, ministre de l'edu-nc

”





MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

RAPPORT ANNUEL 2025



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ



Serment du Citoyen

**Je jure de servir en toute circonstance,
avec fidélité et loyauté, la République
Démocratique du Congo, d'aimer et de
respecter mes compatriotes, de protéger
le bien commun, et de promouvoir l'unité
et la fraternité nationale.**



#RDC
#SERMENTDUCITOYEN

MinistèreEDU_NC
WWW.EDU-NC.GOUV.CD

TABLE DES MATIÈRES

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF	7
2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE	11
a) Accès à l'éducation	11
b) Qualité de l'enseignement	17
c) Gouvernance et citoyenneté	24
3. DIPLOMATIE ÉDUCATIVE	43
Mars 2025 – Apprentissage numérique et continuité éducative	43
Mai 2025 – Futur du travail, citoyenneté et mémoire intellectuelle	44
Novembre 2025 – Multilatéralisme, numérique et intelligence artificielle	44
Décembre 2025 – Intelligence artificielle, gouvernance et coopération globale	46
4. NOTES D'INFORMATION AU CONSEIL DES MINISTRES (CM)	47
a) Mobilisation face à la crise et garantie de l'équité éducative	47
b) Modernisation, transparence et gouvernance	48
c) Sécurisation et extension de la gratuité	48
5. PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2026	50
6. SYNTHÈSE DES PUBLICATIONS	55



Lancement de la rentrée scolaire 2025 - 2026 à l'Ecole Primaire Muanda-Ville Saint Louis, Kongo Central.
Source : Ministère de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté

1

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le présent rapport annuel dresse le bilan de l'année 2025 pour le Ministère de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté. Cette année a été marquée par la consolidation des acquis en matière d'accès gratuit à l'éducation de base, par des investissements dans les infrastructures scolaires et la modernisation du système éducatif par des innovations technologiques, ainsi que par la promotion active d'une nouvelle citoyenneté au sein des établissements scolaires.

Les actions menées en 2025 s'inscrivent directement dans la mise en œuvre du Plan Quinquennal du Ministère de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté (2024-2029). Elles se déploient également en cohérence avec le Pilier IV du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024-2028, axé sur l'accès aux services sociaux de base, et avec la Stratégie Sectorielle de l'Éducation et de la Formation (SSEF). L'ensemble est aligné sur les Objectifs de Développement Durable, notamment l'ODD 4 (éducation de qualité) et l'ODD 5 (égalité des genres).



L'exercice 2025 constitue un jalon décisif dans la transformation du système, se traduisant par des résultats majeurs. Le bilan cumulé de la gratuité de l'enseignement primaire, généralisée depuis 2019, est particulièrement éloquent, ayant permis à plus de 5 millions d'enfants supplémentaires d'accéder à l'éducation de base, réduisant significativement la charge financière des familles.

Parallèlement, le Ministère a propulsé le système dans une nouvelle ère de fiabilité et de transparence grâce à la [réforme de l'Examen d'État](#) (correction automatisée par Intelligence Artificielle) et au lancement du [E-Diplôme](#) sécurisé par la technologie Blockchain, garantissant l'infalsifiabilité des titres scolaires. Ce tournant technologique s'est



d'ailleurs accompagné d'un engagement accru dans la diplomatie éducative, visant à renforcer la crédibilité et la reconnaissance internationale du système éducatif congolais.

Sur le plan de la gouvernance et de l'éthique, le Ministère a affirmé son leadership, devenant le premier Cabinet politique du Gouvernement à signer solennellement le [Code de Conduite](#) de l'Agent Public de l'État.

Face aux défis sécuritaires à l'Est, une réactivité exceptionnelle a été démontrée par des mesures d'équité, notamment l'organisation et la prise en charge des frais d'évaluations des candidats issus des zones de conflit.

Enfin, l'année a permis de poser les bases stratégiques de l'avenir avec la validation de la [Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire](#) et la présentation d'une [feuille de route](#) pour l'extension progressive et soutenable de la gratuité au Cycle Terminal de l'Éducation de Base (CTEB).

Dans les sections qui suivent, le rapport détaille ces réalisations par axe stratégique. Sur le plan de [l'Accès](#) à l'éducation, l'année a vu le renforcement de l'offre scolaire avec notamment la construction et réception de 1384 établissements scolaires. Côté [Qualité](#) de l'enseignement, l'accent a aussi été mis sur la formation des enseignants aux outils numériques et la digitalisation de la gestion du secteur. En matière de [Gouvernance et Citoyenneté](#), l'action a été marquée par une mission nationale de nettoyage du fichier de paie, ayant permis une économie budgétaire de 11 milliards de francs congolais pour la seule ville de Kinshasa, par des mécanismes de rajeunissement du personnel, et par l'institution de rituels civiques tels que le « [Serment du Citoyen](#) » dans la vie scolaire.

Le rapport présente également la synthèse des actions de pilotage politique menées au plus haut niveau de l'État, matérialisée par la présentation de [neuf \(9\) notes d'information](#) au Conseil des Ministres en 2025, avant d'esquisser les perspectives pour 2026.



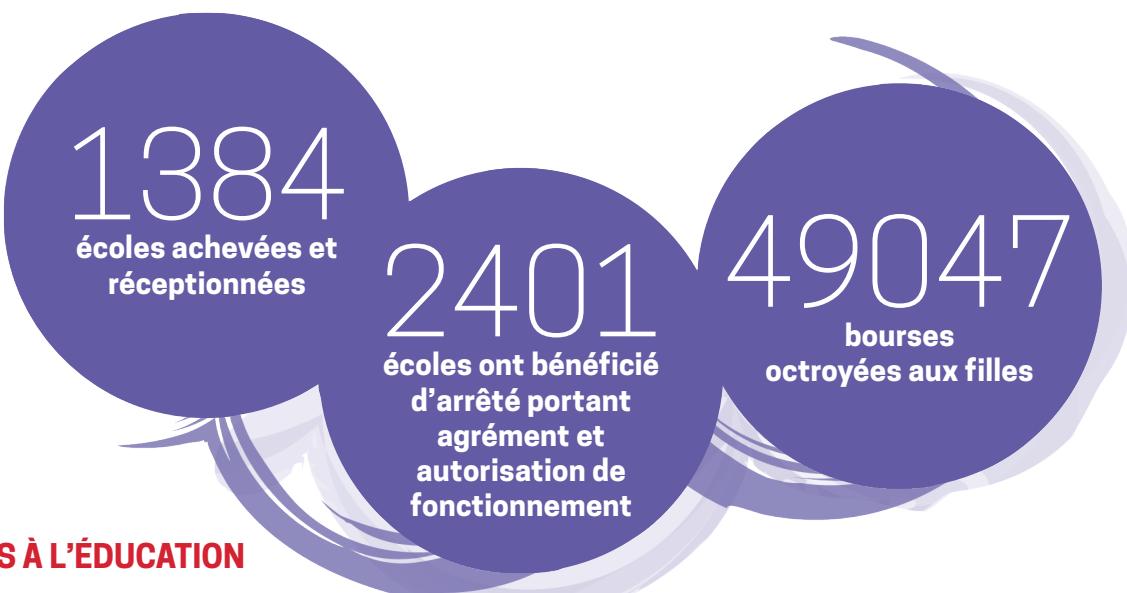
Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République Démocratique du Congo à l'école primaire Akili 1, Haut-Katanga. Source : BCeCo



Judith Suminwa Tuluka, Première Ministre de la République Démocratique du Congo au Lycée Lamba Ntumua, Kongo Central. Source : Primature

2

RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE



A) ACCÈS À L'ÉDUCATION

En 2025, le Ministère a intensifié ses efforts pour accroître l'accès de tous les enfants à une éducation inclusive et équitable, conformément à l'axe stratégique 1 de la SSEF. Les principales réalisations sont détaillées ci-après.

Extension des infrastructures scolaires : La construction, réhabilitation et l'équipement de 1 384 écoles, notamment dans le cadre du PDL 145-T, ont été achevés cette année, améliorant significativement la couverture scolaire dans les zones défavorisées. Cette expansion de l'offre éducative, particulièrement en milieux ruraux et enclavés, contribue à réduire les disparités géographiques en matière de scolarisation. L'impact est concret : davantage d'enfants, y compris dans des villages reculés, peuvent désormais fréquenter une école primaire à proximité. Cette dynamique se poursuivra grâce aux activités d'infrastructures des projets PEQIP (Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Enseignement Primaire) et PAAF (Projet d'Apprentissage et d'Autonomisation des Filles), prévus pour construire respectivement 3 000 (primaire) et 2 800 (secondaire) salles de classes supplémentaires dans les deux prochaines années. Ces projets intègrent également des **normes modernes d'accessibilité** (pour les



+5M

d'enfants supplémentaires
ont accès à l'éducation
depuis la généralisation de
la gratuité en 2019

élèves en situation de handicap) et de **résilience climatique** afin d'assurer des écoles durables et adaptées aux enjeux environnementaux.

Consolidation de la gratuité de l'enseignement primaire :

L'année 2025 marque la sixième année depuis l'instauration de la gratuité de l'école primaire. Le Ministère a assuré la pérennisation de cette mesure phare, qui a entraîné une hausse notable des inscriptions. Pour l'année 2025, on observe en particulier une augmentation de 10 % du nombre d'élèves inscrits en primaire par rapport à l'an dernier, les progrès étant les plus marqués en zone rurale. Depuis sa généralisation en 2019, la gratuité a ainsi permis l'accès à plus de 5 millions d'enfants supplémentaires, réduisant de façon significative la charge financière des familles. Le Ministère a franchi une étape stratégique vers l'extension progressive de la gratuité au Cycle Terminal de l'Éducation de Base (CTEB), conformément aux exigences de la Constitution et de la Loi-cadre. Cette démarche, essentielle pour assurer la continuité éducative jusqu'au secondaire général, repose sur une approche rigoureuse et documentée : [une étude spatiale détaillée a été menée dans les 662 sous-divisions](#) du pays afin d'évaluer les conditions de soutenabilité financière et d'équité territoriale. Une [feuille de route](#) réaliste, graduée et équitable pour l'extension de la gratuité au CTEB a été proposée. Parallèlement, pour soutenir la rétention des élèves, le Ministère a validé la [Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire](#) et poursuit le renforcement des infrastructures d'accueil ainsi que l'installation de cantines scolaires pilotes.

Promotion de l'équité et de la scolarisation des filles : La réduction des disparités de genre est restée une priorité en 2025. Un programme de bourses scolaires pour les filles a été mis en œuvre dans la province du Kasaï, où les indicateurs de scolarisation féminine étaient fortement en retard. Ce programme (adossé au projet PAAF) a couvert les frais scolaires et d'examen de toutes les filles, entraînant une hausse du taux de rétention de ces dernières au secondaire dans les zones ciblées. Les résultats sont encourageants : les familles sont incitées à maintenir leurs filles à l'école au-delà du primaire. De manière plus significative, et pour garantir le droit à l'éducation et l'égalité des genres, le Ministère a émis une [note circulaire qui interdit formellement l'exclusion des filles enceintes de l'école](#), obligeant désormais les établissements à les maintenir dans le système sans aucune discrimination. Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation ont porté sur [l'hygiène menstruelle en milieu scolaire](#), sujet crucial pour l'assiduité des adolescentes. En novembre, une campagne pilote menée au Haut-Katanga a fourni des kits d'hygiène menstruelle à des centaines d'élèves, en partenariat avec

des ONG et des entreprises locales, afin de lever les tabous et d'améliorer les conditions d'apprentissage des jeunes filles. Pour l'avenir, le Ministère entend étendre le ciblage des zones les plus défavorisées et diversifier les sources de financement afin de soutenir l'éducation des filles sur l'ensemble du territoire.

Initiatives en faveur de l'inclusion et des groupes vulnérables : Pour que chaque enfant, sans discrimination, ait accès à l'éducation, le Ministère a lancé des actions ciblées en 2025. Un arrêté interministériel créant une **Commission nationale de l'éducation inclusive** a été signé afin de prendre en compte la question de la scolarisation des enfants en situation de handicap et des enfants vulnérables. L'objectif est de renforcer l'accès de ces enfants à une éducation de qualité en supprimant les obstacles physiques, pédagogiques et sociaux qui les affectent. Le Ministère a ainsi commencé à travailler sur un plan d'action spécifique pour mieux prendre en charge les élèves handicapés. En outre, face aux crises humanitaires, des mesures d'éducation d'urgence ont été élargies à l'ensemble des provinces du pays. Le Ministère, avec l'appui de partenaires, a finalisé en 2025 une **Stratégie Nationale d'éducation en situation d'urgence**, visant à assurer la continuité des apprentissages pour les enfants déplacés par les conflits armés ou les catastrophes naturelles. Ceci a permis, l'organisation d'espaces temporaires d'apprentissage (ETA) et la distribution de kits scolaires d'urgence dans l'Est du pays en conflit avec l'aide des partenaires. L'institutionnalisation d'un mécanisme permanent de réponse éducative aux urgences est envisagée, avec la création d'une cellule dédiée au sein du Ministère.



BILAN DES ACTIONS ET MISE EN OEUVRE EN 2025

Actions prévisionnelles (PAG du Gouv.)	Actions réalisées (Ministère)	Impact/ Pertinence	Perspectives
Axe 1	Garantir l'accès, l'équité et la rétention à l'éducation inclusive à tous les niveaux du système éducatif		
Construire et réhabiliter des salles de classe pour le pré-primaire, le primaire et le secondaire	1384 écoles achevées et réceptionnées, et 254.676 bancs - pupitres livrés, notamment avec le concours du Service National	Renforcement de l'offre éducative en zones rurales et enclavées	Extension avec le programme PDL-145 T et les projets PEQUIP et PAAF (3000 et 2800 salles de classe respectivement), intégrant des normes d'accessibilité et de résilience climatique
	Élaboration des nouvelles normes d'infrastructures pour les écoles primaires et secondaires	Normes développées dans le cadre des projets PEQUIP (écoles primaires) et PAAF (écoles secondaires) pour garantir un environnement d'apprentissage sûr et inclusif, en optimisant les coûts et l'utilisation de matériaux locaux	Applications de ces normes à toutes nouvelles infrastructures scolaires
	2401 écoles ont bénéficié d'arrêté portant agrément et autorisation de fonctionnement	Ces mesures, appuyées par la publication d'un nouveau Manuel de Procédures d'Agrément, encadrent et régulent désormais la croissance des écoles	Poursuite de la mise en œuvre du nouveau Manuel, avec une numérisation complète de la procédure (e-dossier et e-agrement). Objectif : réduire drastiquement le temps de réponse de l'administration et assurer la traçabilité totale du dépôt de dossiers jusqu'à la notification de l'arrêté
Soutenir l'éducation des filles	Bourses pour 49 047 filles	Hausse de la rétention scolaire des filles au secondaire (Kasaï). Couverture des frais scolaires et examens.	Ciblage accru des zones vulnérables et diversification des sources de financement.
	Emission de la note circulaire du 14 juillet 2025 (N°MINEDU-NC/ SG/80/DEVC/90/1245/2025) interdisant l'exclusion des filles enceintes de l'école, pour garantir leur droit à l'éducation et l'égalité des genres, obligeant les établissements à les maintenir dans le système sans discrimination	Mesure décisive pour l'équité et l'inclusion scolaire, cette note circulaire élimine une cause majeure de déperdition scolaire chez les filles. Elle garantit l'exercice du droit fondamental à l'éducation des filles mères et enceintes sans discrimination, s'alignant sur l'ODD5 (égalité des genres) et renforçant la politique de tolérance zéro contre les exclusions arbitraires en milieu scolaire.	Suivi rigoureux de l'application de la circulaire sur le terrain par les Inspections Provinciales. Lancement d'une campagne nationale de déstigmatisation et d'information ciblée auprès des chefs d'établissements et des communautés pour institutionnaliser cette règle dans les règlements scolaires internes et garantir un environnement d'apprentissage bienveillant

Gestion des 6 années de la gratuité de l'enseignement primaire	Gratuité du primaire consolidée avec un cumul de 5 millions d'élèves supplémentaires dans le système depuis sa généralisation en 2019	Hausse significative des inscriptions, baisse des frais scolaires à charge des ménages et un renforcement du caractère public et protecteur de l'école primaire	Planification de l'extension au cycle terminal de l'éducation de base (CTEB) et renforcement des cantines scolaires (Stratégie nationale d'alimentation scolaire)
	Réalisation avec le Fonds de Promotion de l'Éducation et de la Formation (FPEF) d'une étude spatiale sur l'effectivité de la gratuité de l'enseignement primaire	L'étude spatiale couvrant l'ensemble des 662 sous-divisions du pays constitue, à ce jour, l'analyse la plus complète du fonctionnement territorial de la gratuité depuis son lancement en 2019	L'étude a permis de proposer une feuille de route réaliste, graduée et équitable pour l'extension de la gratuité au CTEB
Améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des enseignants	Structuration par arrêté ministériel (février 2025) de l'Enseignement à distance (EAD) ; Publication des mesures d'accompagnement de l'EAD	L'arrêté ministériel confère un cadre juridique et réglementaire clair à l'Enseignement à Distance (EAD), le reconnaissant comme une modalité d'apprentissage officielle. La publication des mesures d'accompagnement assure l'harmonisation et le respect des standards de qualité de l'EAD à l'échelle nationale	L'EAD sera déployé en s'appuyant sur une variété de supports (plateformes numériques, radio, télévision) pour maximiser l'accessibilité, y compris dans les zones sans connexion internet ou électricité. Un accent particulier sera mis sur la formation des enseignants et l'homologation des contenus pour garantir la qualité et l'alignement sur le curriculum national.
	Création d'une commission interministérielle chargée de l'éducation inclusive	Vise à renforcer l'accès des enfants en situation de handicap et vulnérables à un enseignement de qualité.	Lancement d'un plan d'action en faveur des enfants handicapés et vulnérables.
	Validation la stratégie nationale d'alimentation scolaire en R.D.Congo	Jalon stratégique pour la mise en place des cantines scolaires, avec un accent sur la nutrition et le bien-être des élèves.	Lancer la phase pilote dans deux écoles choisies de la ville-province de Kinshasa
Intervention pour l'éducation d'urgence élargies dans toutes les provinces	Elaboration et validation de la stratégie nationale d'éducation en situation d'urgence. Plus de 80 espaces temporaires d'apprentissage ont été installés avec l'aide des partenaires	Prise en charge des élèves déplacés par des conflits armés et catastrophes climatiques.	Institutionnalisation d'un mécanisme permanent de réponse éducative en situation d'urgence, à travers une cellule dédiée au sein du ministère.



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

“

***Nos enseignantes et enseignants sont
les premiers acteurs de la qualité éducative,
les gardiens de la transmission du savoir et
les artisans de la citoyenneté active***

*“ EXTRAIT DU DISCOURS DE LANCEMENT OFFICIEL DU PROJET MOLAKISI-TELEMA À MBANZA-NGUNGU,
DÉCEMBRE 2025 ».*



Raïssa MALU
Ministre d'état, ministre de l'edu-nc

”



#2



B) QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

En parallèle de l'expansion de l'accès, l'année 2025 a vu d'importantes avancées en matière d'amélioration de la qualité de l'éducation en RDC. Conformément à l'axe stratégique 2 de la SSEF (créer les conditions d'un enseignement de qualité), des réformes pédagogiques et des initiatives innovantes ont été mises en œuvre.

5000
nouveaux
enseignants
recrutés en 2025

1300
enseignants âgés
mis à la retraite et
qui ont bénéficié
de leurs indemnités
de sortie

Modernisation des examens et évaluations: Une réforme

de l'Examen d'État a été réalisée avec succès. Le Ministère a introduit des procédés de **correction automatisée** des épreuves à choix multiples ainsi que **l'interconnexion des bases de données éducatives entre l'enseignement secondaire et supérieur**. Cette modernisation a permis d'accélérer le traitement des résultats tout en améliorant leur fiabilité et leur transparence. Dans la continuité de cette réforme, le Ministère a mis en place le **E-diplôme** pour tous les lauréats de la session 2025. Ce diplôme est sécurisé grâce à la technologie blockchain, garantissant son authenticité et l'irréfutabilité des résultats. Cette série de réformes s'inscrit dans la poursuite de l'objectif d'une évaluation plus crédible des acquis des élèves et d'une meilleure utilisation des données pour piloter la qualité de l'enseignement.



Message Officiel
de Son Excel-
lence Madame le
Ministre d'État,
Ministre de l'Édu-
cation
Nationale et Nou-
velle Citoyenneté
sur l'E-Diplôme



Renforcement et rajeunissement du corps enseignant : La qualité de l'éducation dépend avant tout de celle des enseignants. En 2025, un accent particulier a été mis sur le renouvellement et la formation du personnel enseignant. D'une part, le Ministère a lancé un vaste processus de **recrutement d'enseignants basé sur le mérite**, pour la première fois à l'échelle nationale. Cette campagne visait à combler le déficit d'enseignants, surtout en zones rurales, et à améliorer la parité hommes-femmes dans le métier. Ses résultats sont probants : environ 5 000 nouveaux enseignants ont été recrutés dans ce cadre en 2025. D'autre part, le Ministère a procédé à la **mise à la retraite** de 1 300 enseignants âgés en bénéficiant de leurs droits (indemnités de sortie). Cette mesure, humainement et financièrement accompagnée, libère des postes pour le rajeunissement du corps enseignant tout en honorant les doyens du secteur. Le double mouvement « recruter des jeunes, libérer les aînés » amorcé en 2025 constitue un tournant pour professionnaliser la carrière enseignante. Le Gouvernement prévoit d'institutionnaliser le concours national annuel de recrutement (afin d'équilibrer la couverture entre provinces) et d'adopter un plan national de gestion des carrières intégrant des critères de rajeunissement et de mobilité. Par ailleurs, dans le cadre du programme EFFICACE (Éducation des Filles, Formation Initiale et Continue des Enseignants et Appui à la Continuité de l'Éducation), les bases ont été posées pour la création d'**Instituts de formation aux métiers de l'enseignement** (IFME) et la professionnalisation des filières pédagogiques au niveau secondaire (Humanité Pédagogique Rénové), de façon à ce que dès 2026, la formation des maîtres bénéficie d'un cursus amélioré avec pour objectif : former les instituteurs du primaire avec un diplôme de niveau supérieur.

Formation continue et innovation pédagogique : Tout au long de 2025, le Ministère a multiplié les efforts de formation des enseignants en fonction afin d'améliorer leurs compétences

pédagogiques. Au niveau du préscolaire, 60 ateliers de formation provinciaux ont été organisés à l'intention des éducateurs de la petite enfance. Ces sessions ont permis d'harmoniser les pratiques pédagogiques dans les maternelles et d'améliorer l'encadrement des tout-petits, dans un contexte où le préscolaire est en voie d'institutionnalisation. Il convient de souligner que le manque d'enseignants qualifiés pour le préscolaire demeure un défi (seulement 3,2 % des enseignants du pays sont affectés à ce niveau), mais la stratégie en cours vise à changer cela en intégrant le préscolaire dans les priorités nationales et en développant des Réseaux d'Écoles de Proximité dédiés à la petite enfance. Par ailleurs, une formation à l'usage des outils numériques a été déployée auprès des enseignants du primaire et du secondaire, afin de soutenir le développement de l'enseignement à distance qui a été adopté par arrêté ministériel en février 2025.

Ressources éducatives et curricula : Améliorer la qualité passe également par de meilleurs outils et programmes d'enseignement. En 2025, des efforts ont été faits pour doter les écoles en manuels scolaires et matériels didactiques. En mars, le gouvernement provincial du Kasaï, avec l'appui du Ministère, a lancé l'opération de distribution de manuels dans plus de 3 560 écoles de la province (du préscolaire au secondaire). Cette initiative, alignée sur la vision du Président de la République, vise à soutenir la gratuité en fournissant gratuitement aux élèves et enseignants des manuels de qualité, afin de renforcer les apprentissages. De telles distributions, effectuées également dans d'autres provinces avec l'aide des partenaires, contribuent à réduire la pénurie de manuels et à améliorer la qualité des cours. En ce qui concerne les programmes scolaires, le Ministère a entamé une actualisation des curricula pour les rendre plus pertinents avec l'élaboration du **Cadre d'Orientation Curriculaire** (COC). Une réflexion est en cours sur l'intégration de contenus numériques éducatifs dans le curriculum national, afin d'actualiser les approches pédagogiques à l'ère du numérique. Par ailleurs, un atelier

national a été organisé pour la réforme de l'enseignement technique et professionnel. L'objectif est de mieux adapter ces filières aux besoins du marché du travail local en actualisant les contenus et en y intégrant des compétences numériques. Des partenariats commencent à se nouer avec les fédérations d'entreprises et les opérateurs économiques pour co-construire les référentiels de compétences de l'enseignement technique, assurant ainsi une meilleure employabilité des diplômés. Bien que ces chantiers curriculaires soient encore en cours en fin 2025, ils figurent parmi les priorités pour la prochaine année afin de garantir une éducation plus qualitative et orientée vers l'avenir.



Le ministère lance l'élaboration du nouveau Cadre d'orientation curriculaire pour une éducation inclusive et de qualité



Raïssa Malu, Ministre d'Etat, Ministre de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté avec des enseignantes du pré-scolaire (maternelle), Lualaba. Source : Ministère de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

“

**Offrir à chaque enfant de la RDC une éducation
qui lui donne les moyens d'agir, de comprendre
le monde et de contribuer au développement
de notre Nation**

« EXTRAIT DU DISCOURS DE LANCEMENT OFFICIEL DU PROJET MOLAKISI-TELEMA À MBANZA-NGUNGU,
DÉCEMBRE 2025 ».



Raïssa MALU

Ministre d'état, ministre de l'edu-nc

“



#3

BILAN DES ACTIONS ET MISE EN OEUVRE EN 2025

Actions prévisionnelles (PAG du Gouv.)	Actions réalisées (Ministère)	Impact/ Pertinence	Perspectives
Axe 2	Créer les conditions d'un système éducatif de qualité		
Améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des enseignants	<p>60 ateliers provinciaux de formation (préscolaire)</p> <p>Formation des 50 enseignants et des Inspecteurs à PHET SIMULATIONS pour l'enseignement des sciences.</p> <p>Renforcement des Réseaux d'Écoles de Proximité pour la Formation Continue des Enseignants du Secondaire</p> <p>Mise en place du mentorat national des enseignants</p> <p>Distribution d'électrolyseurs à 10 écoles scientifiques du Lualaba.</p> <p>Réforme des examens nationaux</p> <p>Élaboration du Cadre d'Orientation Curriculaire (COC)</p>	<p>Harmonisation des pratiques pédagogiques et amélioration de l'encadrement des jeunes enfants.</p> <p>Les simulations PhET sont un outil permettant de renforcer la compréhension des élèves en sciences, de développer l'expérimentation, de moderniser la pédagogie et de réduire les inégalités d'accès aux laboratoires.</p> <p>Ateliers provinciaux (10 provinces), structuration des réseaux, appui aux équipes provinciales</p> <p>REP opérationnels dans 8 provinces, adoption du modèle de proximité</p> <p>Élaboration du guide, production du module</p> <p>Outils nationaux standardisés validés</p> <p>Cette initiative améliore la qualité des enseignements en chimie et physique.</p> <p>Modernisation avec correction automatisée et interconnexion des bases de données (enseignement secondaire-supérieur).</p> <p>Cadre d'Orientation Curriculaire élaboré lors d'un atelier national</p>	<p>Institutionnalisation du préscolaire et extension des REP (Réseaux d'Écoles de Proximité) pour la formation continue.</p> <p>Mise en œuvre du plan opérationnel de déploiement national, élaboré par une équipe de 40 experts, pour la formation des 800 enseignants et la création d'un réseau national de pratiques scientifiques numériques.</p> <p>Institutionnalisation des réseaux dans le système national de formation continue, avec une allocation budgétaire dédiée</p> <p>Renforcement des partenariats avec les universités et instituts pédagogiques pour fournir une expertise de proximité</p> <p>Mise en œuvre effective du mentorat dans des provinces pilotes</p> <p>Élaboration d'un programme de formation continue en didactique expérimentale, incluant l'usage des équipements livrés</p> <p>Extension de l'initiative à d'autres provinces, en intégrant une démarche qualité et un suivi post-distribution</p> <p>Audit du système de correction pour amélioration de performances et décentralisation des postes de scan pour réduire les délais de correction</p> <p>Validation du COC et Révision des programmes sur cette base</p>

	Mise en place du E-diplôme pour tous les lauréats de la session 2025	Instauration d'un diplôme numérique officiel, sécurisé via la Blockchain et vérifiable, afin de lutter contre la fraude, réduire les délais et les coûts administratifs, et renforcer la crédibilité nationale et internationale des titres délivrés.	Poursuite de la délivrance des E-Diplôme et formation des ambassades et missions diplomatiques pour faciliter l'inscription des étudiants à l'étranger
Enseignants recrutés au mérite pour le rajeunissement du personnel enseignant	Lancement du processus de recrutement d'enseignants du primaire basé sur le mérite.	Cette campagne s'inscrit dans la réduction du déficit d'enseignants en zones rurales et l'amélioration de la parité femmes-hommes dans l'éducation. 5000 enseignants recrutés dans ce cadre.	Institutionnalisation d'un concours national annuel de recrutement, basé sur des critères transparents et équitables, avec accompagnement numérique.
	Mise en place du comité technique et scientifique pour l'organisation du 9 ^{ème} Concours de recrutement des Inspecteurs	Nécessité de combler les besoins en inspecteurs, d'améliorer la qualité et de rajeunir le personnel inspecteur	Déploiement d'un mécanisme accéléré de mécanisation des nouveaux enseignants, incluant une plateforme de suivi automatisée
Programmes scolaires actualisés	Réflexion sur l'intégration de contenus éducatifs numériques alignés sur le curriculum national.	Ce processus est en phase de conception et va inclure à l'avenir des outils numériques adaptés.	Déploiement progressif des programmes actualisés, accompagné de plans de formation des enseignants et d'un guide méthodologique
Finaliser le processus d'adaptation des programmes de l'enseignement technique et professionnel aux besoins du marché du travail local	Organisation de l'atelier de la Réforme de l'enseignement technique et professionnel	Actualisation des contenus des programmes et intégration des compétences numériques	Renforcement du partenariat avec les fédérations d'entreprises et opérateurs touristiques, pour une co-construction des référentiels de compétences.

C) GOUVERNANCE ET CITOYENNETÉ

Le troisième axe stratégique du Ministère, intitulé *Gouvernance et Citoyenneté*, a fait l'objet d'une impulsion majeure en 2025. Il s'agit, d'une part, de l'ensemble des mesures visant à améliorer la gestion, la transparence et l'efficacité du système éducatif et, d'autre part, de la promotion de la « Nouvelle Citoyenneté » chez les élèves, mission novatrice confiée au Ministère.

Assainissement, Modernisation et Éthique de la Gouvernance : Le Ministère a poursuivi la rationalisation de la gestion du personnel et des finances avec une détermination sans précédent, conformément au principe de bonne gouvernance. L'action la plus marquante a été *l'assainissement du fichier de paie des enseignants*, une opération d'envergure qui a permis de traquer et de supprimer un grand nombre d'agents fictifs. Rien qu'à Kinshasa, cette première campagne a généré une économie de 11 milliards de francs congolais (CDF) pour le Trésor public. Fort de ce succès, le Ministère a étendu le nettoyage du fichier paie à toutes les provinces et a adopté l'identification biométrique des enseignants pour fiabiliser durablement la gestion du personnel. Sur le plan éthique, le leadership a été affirmé par la *signature solennelle du Code de Conduite de l'Agent Public de l'État* en novembre 2025, faisant du Cabinet de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté le *premier Cabinet politique* du Gouvernement à s'engager formellement. Cette démarche s'est doublée d'une professionnalisation de l'administration centrale, avec la nomination de nouveaux Directeurs de services centraux, Inspecteurs principaux provinciaux et Directeurs provinciaux de la paie, basée sur des évaluations rigoureuses, contribuant ainsi à déverrouiller et à fluidifier la gestion des ressources humaines.

Climat Social Apaisé et Dialogue Constructif : L'année 2025 s'est distinguée par le maintien d'un climat social serein, essentiel à la mise en œuvre des réformes. Le Ministère a veillé à maintenir un dialogue constructif avec les partenaires sociaux du secteur éducatif. Des pourparlers réguliers ont eu lieu avec les syndicats d'enseignants pour répondre aux revendications prioritaires, ce qui a permis d'éviter toute grève et de garantir une année scolaire ininterrompue. Cet apaisement social est le fruit direct de la réalisation à près de **90% des engagements** pris avec le banc syndical lors des assises de Bibwa de 2024, illustrant un engagement gouvernemental fort envers les conditions sociales du personnel éducatif.

Déploiement de la Pédagogie de la Nouvelle Citoyenneté : Fidèle à la vision directrice du Gouvernement et à l'Objectif stratégique n°5 de son Plan Quinquennal, le Ministère a intégré une dimension citoyenne forte à son action éducative. L'innovation majeure a

été l'institutionnalisation de rituels civiques quotidiens : [le salut au drapeau](#), l'hymne national et le « [Serment du Citoyen](#) » sont devenus un rituel quotidien dans les établissements scolaires et au sein de l'administration. Ces actes d'engagement aux valeurs républicaines visent à ancrer chez les jeunes un sentiment d'appartenance nationale, l'éthique de responsabilité et [les dix messages de la Citoyenneté active](#). Cette approche a été complétée par la création des [Clubs des citoyens](#) dans des établissements pilotes, notamment dans la province du Haut-Katanga. Ces clubs offrent un espace d'expression et d'action concrète autour de thèmes civiques (volontariat, démocratie scolaire), développant ainsi l'engagement juvénile et le leadership positif. L'année 2025 a ainsi vu le Ministère non seulement renforcer la gouvernance interne du secteur éducatif (vers plus de transparence et d'efficacité), mais aussi déployer une véritable pédagogie de la citoyenneté dans le système scolaire congolais.



À 15 ans, Pembe Gloria de Pakadjuma a récité le Serment Du Citoyen, main sur le cœur, inspirée par les membres du gouvernement.



Cérémonie Solennelle de signature de l'acte d'engagement au Code de bonne conduite de l'agent public de l'État, Kinshasa. Source : Ministère de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté

01



MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETE

Je suis citoyenne, je suis citoyen, je protège la souveraineté et l'intégrité de ma nation par mes actes quotidiens ! Je respecte les lois, je défends le bien commun et je promeux l'unité nationale.

Nous sommes l'éducation nationale,
nous préparons l'avenir de nos enfants,
nous construisons la nation.



[Facebook](https://www.facebook.com/MinistereEDU_NC) [Twitter](https://www.twitter.com/MinistereEDU_NC) [Instagram](https://www.instagram.com/MinistereEDU_NC) MinistèreEDU_NC
WWW.EDU-NC.GOUV.CD



02



MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETE

Nous sommes des parents citoyens. Nous apprenons à nos enfants l'amour de soi, du prochain et de la patrie. La citoyenneté active commence à la maison : ensemble, construisons une génération responsable et engagée pour la paix et le progrès !



**Nous sommes l'éducation nationale,
nous préparons l'avenir de nos enfants,
nous construisons la nation.**

15

   MinistèreEDU_NC
WWW.EDU-NC.GOUV.CD

03



MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETE

**Je suis agent de l'État, je travaille avec
abnégation pour garantir un service de qualité
à mes concitoyens. Par mon engagement et
mon travail, je contribue à bâtir une nation forte
et souveraine.**



**Nous sommes l'éducation nationale,
nous préparons l'avenir de nos enfants,
nous construisons la nation.**

 MinistèreEDU_NC
WWW.EDU-NC.GOUV.CD



04



MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETE

Je suis élève, je suis étudiant(e) ! Je suis la relève de ma nation. En prenant au sérieux mes études, je prépare l'avenir du pays. L'éducation est mon arme pour construire un Congo uni et prospère !

**Nous sommes l'éducation nationale,
nous préparons l'avenir de nos enfants,
nous construisons la nation.**



[Facebook](#) [Twitter](#) [Instagram](#) MinistèreEDU_NC
WWW.EDU-NC.GOUV.CD



05



MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETE

**Je suis jeune citoyen(ne), la force du Congo.
Je m'engage à protéger chaque membre de
ma communauté et tous les biens communs
qui s'y trouvent. Je dis non aux pillages, je dis
oui au respect et à la responsabilité !**

Nous sommes l'éducation nationale,
nous préparons l'avenir de nos enfants,
nous construisons la nation.



[Facebook](#) [Twitter](#) [LinkedIn](#) [Instagram](#) MinistèreEDU_NC
WWW.EDU-NC.GOUV.CD



06



MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETE

**Je suis prêtre, pasteur, imam, leader religieux.
À travers la prière, l'action sociale et la
sensibilisation, je promeux la paix, l'unité et
l'amour entre Congolais. Ensemble, batissons
une nation solidaire et digne.**

Nous sommes l'éducation nationale,
nous préparons l'avenir de nos enfants,
nous construisons la nation.



[Facebook](#) [Twitter](#) [Instagram](#) MinistèreEDU_NC
WWW.EDU-NC.GOUV.CD

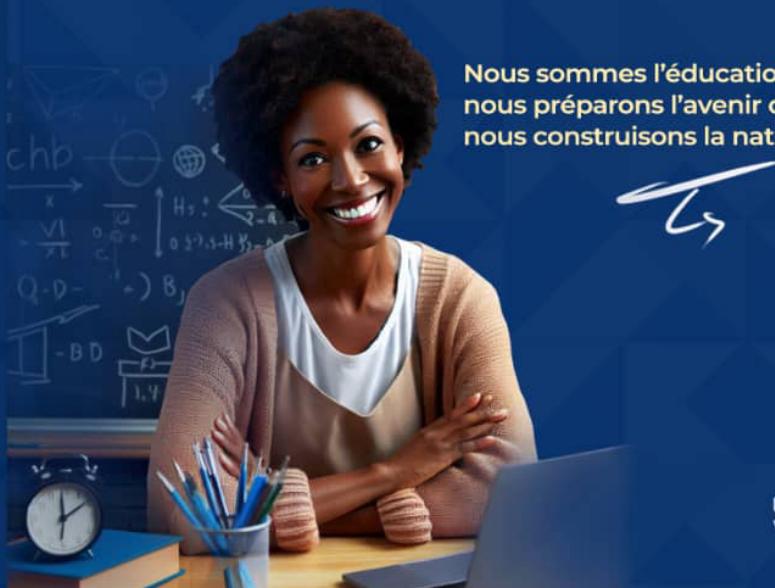


07



MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETE

**Je suis enseignant(e), professeur(e).
J'éduque la jeunesse, je forme les citoyens de
demain. Mon engagement est un acte de
souveraineté et de responsabilité pour la RDC.**



**Nous sommes l'éducation nationale,
nous préparons l'avenir de nos enfants,
nous construisons la nation.**

 MinistèreEDU_NC
WWW.EDU-NC.GOUV.CD



08



MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETE

Je suis leader d'opinion : artiste, sportif, influenceur, journaliste, politicien ! À travers mes actions et mes paroles, je porte haut les couleurs de la RDC et j'inspire le changement positif.

Nous sommes l'éducation nationale, nous préparons l'avenir de nos enfants, nous construisons la nation.



[Facebook](#) [Twitter](#) [LinkedIn](#) [Instagram](#) MinistèreEDU_NC
WWW.EDU-NC.GOUV.CD



09



MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETE

Je suis entrepreneur(e), employé(e) du secteur privé ou public. Je participe activement à la reconstruction de la nation et au bien-être de nos concitoyens. Ensemble, nous batissons un Congo prospère et solidaire.



**Nous sommes l'éducation nationale,
nous préparons l'avenir de nos enfants,
nous construisons la nation.**



[Facebook](#) [Twitter](#) [LinkedIn](#) [Instagram](#) MinistèreEDU_NC
WWW.EDU-NC.GOUV.CD



10



MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETE

Je suis décideur politique. Je m'engage à mettre l'intérêt général au centre de toute décision politique et à être un modèle de gouvernance responsable et intègre.



Nous sommes l'éducation nationale,
nous préparons l'avenir de nos enfants,
nous construisons la nation.

MinistèreEDU_NC
WWW.EDU-NC.GOUV.CD



BILAN DES ACTIONS ET MISE EN OEUVRE EN 2025

Actions prévisionnelles (PAG du Gouv.)	Actions réalisées (Ministère)	Impact/ Pertinence	Perspectives	
Axe 3 Améliorer la gouvernance et le pilotage du secteur				
Renforcement du dialogue social	Mise en place de la Commission Interministérielle pour le suivi des engagements issus des assises de la Commission Paritaire Gouvernement-Banc-Syndical d'août 2024	Cette Commission fonctionne et assure le suivi des engagements pris	Communication renforcée sur les avancées effectives, afin de reconstruire la confiance et de mobiliser le personnel autour des réformes	
	Mise en place du Conseil National de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et technique	Instance multipartite de dialogue pour améliorer la gouvernance éducative, assurer la concertation et le suivi des politiques publiques.	Adoption rapide des textes réglementaires, assortie d'un plan d'installation et de fonctionnement progressif.	
	Amélioration des conditions sociales de tous les enseignants de la République	Augmentation à hauteur de 100 000 CDF du salaire de chaque enseignant.	Poursuite des efforts d'amélioration des salaires par la maîtrise des effectifs par le contrôle amélioré	
Renforcement de l'éthique et de la redevabilité	Signature solennelle de l'Acte d'Engagement au Code de Conduite de l'Agent Public de l'État (Novembre 2025). Le Cabinet de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté est devenu le premier Cabinet politique à s'engager publiquement dans cette démarche.	Affirme la politique de "Tolérance zéro" contre les abus et la corruption ; Renforcement de la crédibilité de l'institution par la promotion de l'intégrité et de la bonne gouvernance au plus haut niveau.	Poursuite de la vulgarisation du Code auprès de tous les Agents Publics du Ministère et application systématique des mesures disciplinaires prévues, notamment celles du « Code 22 » pour le personnel enseignant	
Outils de gestion et de planification actualisés	Mise en œuvre du Plan Quinquennal 2024-2029 du Ministère.	Document stratégique validé par la Première Ministre définissant les axes prioritaires et les actions à mener pour améliorer l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation en RDC.	Organisation d'ateliers provinciaux de vulgarisation, pour assurer l'appropriation du document par les directions provinciales, écoles et partenaires.	

Cadre organique révisé à 80%

11Md CDF
d'économie à Kinshasa via
l'élimination d'agents fictifs

<p>Mise en place d'un logiciel de gestion des missions d'itinérance des Inspecteurs.</p>	<p>Suivi des activités d'itinérance en temps réel, centralisation des rapports d'inspection pour une supervision efficace.</p>	<p>Formation continue des inspecteurs à l'utilisation du logiciel, avec appui technique et mise à disposition de supports adaptés</p> <p>Intégration du logiciel dans le système d'information du ministère, pour centraliser la gestion des déplacements et la traçabilité des activités</p>
<p>Révision du Cadre Organique des Services Centraux</p>	<p>Cadre organique révisé à 80%</p>	<p>Finalisation du cadre organique des services centraux au 1er Trimestre 2026</p>
<p>Adoption d'un canevas informatisé de rapportage des Directeurs Provinciaux.</p>	<p>Automatisation des rapports d'activités, réduction du temps de traitement des données et optimisation du pilotage éducatif basé sur des indicateurs fiables.</p>	<p>Formation continue des cadres provinciaux à l'utilisation du canevas numérique, avec mise à disposition de guides pratiques</p> <p>Harmonisation des outils de rapportage avec le système d'information du ministère, pour faciliter l'analyse statistique et la prise de décision.</p>
<p>Instauration de réunions systématiques de coordination entre les projets éducatifs</p>	<p>Cadre de concertation entre le Cabinet, le Secrétariat Général et les coordinations de projets pour assurer une mise en œuvre harmonisée des programmes et favoriser la transparence.</p>	<p>Développement d'un tableau de bord commun des projets éducatifs, permettant de visualiser les synergies, les chevauchements et les complémentarités.</p>
<p>Gestion et poursuite de la gratuité de l'enseignement primaire développée</p>	<p>Mise en place de la Commission nationale de suivi et évaluation de la gratuité scolaire</p>	<p>Suivi des effets de la gratuité sur l'accès et la qualité, notamment à l'aide de l'étude spatiale exhaustive couvrant les 662 sous-divisions du pays réalisée par le FPEF ; Identification des défis liés au financement et aux infrastructures scolaires ; évaluation de l'extension de la gratuité au cycle terminal de l'éducation de base (CTEB)</p>

	Mise en place par arrêté d'une procédure stricte et hiérarchisée de validation des nouvelles créations d'établissements publics d'enseignement	Fixation de critères basés sur la carte scolaire, la population scolarisable et la disponibilité budgétaire qui évite la prolifération anarchique des structures éducatives.	Renforcement du contrôle de conformité à la carte scolaire nationale, avant toute autorisation de création d'établissement.
	Réforme des procédures de création des écoles	Prise de l'arrêté et mise en place du manuel de procédures	Renforcement de communication et sensibilisation des usagers
Poursuivre le programme de rajeunissement compétitif et qualitatif, ainsi qu'une politique efficace de formation initiale et continue des agents de l'Etat	Mise à la retraite de 1300 enseignants avec indemnité de sortie	Libération de postes pour le rajeunissement du corps enseignant et valorisation des droits sociaux des agents de l'Etat en fin de carrière.	Élaboration d'un plan national intégré de gestion des carrières dans l'éducation, incluant les critères de rajeunissement, d'évolution et de mobilité.
	Formations des Directeurs Provinciaux et Inspecteurs sur la gouvernance éducative	Sessions axées sur le leadership, la planification stratégique, l'inclusion, les TIC et le cadre réglementaire pour améliorer l'efficacité de la gestion éducative.	Institutionnalisation des parcours de formation continue certifiants, intégrés dans les mécanismes de promotion professionnelle
Poursuivre la rationalisation de la gestion et l'amélioration de la qualité de la dépense publique	Assainissement du fichier de paie avec suppressions des agents fictifs	Économie de 11 milliards CDF à Kinshasa via l'élimination d'agents fictifs.	Extension du processus aux autres provinces et adoption de l'identification biométrique.
Procéder périodiquement à l'évaluation et aux permutations des Agents de carrière	Mise en place des Inspecteurs Principaux Provinciaux et des Inspecteurs Généraux Adjoints	Sélection basée sur évaluation pour renforcer la gestion administrative et pédagogique du système éducatif, améliorer la supervision des établissements et assurer une meilleure transparence.	Mise en place des Sous-Directeurs Provinciaux et des Directeurs Provinciaux de la DINACOPE
Rationaliser les bureaux gestionnaires et réaliser une cartographie des sites	Déverrouillage des Bureaux Gestionnaires	Permet le mouvement du personnel (remplacement des enseignants décédés ou démissionnaires), facilitant ainsi une gestion plus fluide des ressources humaines.	Mise en œuvre du Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines de l'Éducation Nationale pour améliorer la traçabilité des mouvements du personnel.

Reformuler les Programmes scolaires en y intégrant la formation à l'entrepreneuriat, l'éducation à la citoyenneté et au patriotisme	Officialisation et instauration du Serment du Citoyen dans toutes les écoles de la République	Officialisation dans toutes les écoles (septembre 2024). Renforcement de l'identité nationale.	Intégration dans les programmes scolaires et campagnes de sensibilisation communautaire.
	Réinstauration du salut au drapeau et du Chant de l'Hymne National. Renforcement de l'identité nationale et du respect des symboles républicains.	Depuis septembre 2024, les cours du matin débutent systématiquement par un salut au drapeau et l'hymne national dans toutes les écoles.	Institutionnalisation du rituel dans les textes réglementaires nationaux, avec intégration dans les règlements scolaires et le programme d'éducation à la citoyenneté
	Campagne de Mobilisation à la Citoyenneté Active Campagne publicitaire sur toutes les plateformes numériques et radiotélévisées, ainsi que les radios communautaires sur le patriotisme à travers 10 messages clés	Sensibilisation massive de la population autour des quatre piliers de la citoyenneté active : Amour pour la patrie, Respect des compatriotes, Protection du bien commun, Promotion de l'unité et de la fraternité.	Renforcement du partenariat avec les médias publics et communautaires pour assurer une couverture nationale systématique.
	Création de Clubs des citoyens dans des écoles pilotes, notamment de la province du Haut-Katanga	Ces clubs pilotes institutionnalisent la promotion de la Nouvelle Citoyenneté, visant à inculquer les valeurs d'intégrité, de patriotisme et de responsabilité. Ils transforment l'école en un lieu d'engagement pratique, formant une première génération d'élèves leaders.	Évaluation des résultats des clubs pilotes pour leur généralisation progressive dans d'autres provinces. L'objectif est d'assurer l'établissement de ces clubs comme composante permanente de la vie scolaire et de consolider l'éducation civique à travers un réseau national d'engagement juvénile.
	Mise en place de la Commission Interministérielle pour la Promotion de la Nouvelle Citoyenneté	Coordination des actions gouvernementales et intégration des valeurs civiques.	Appui des partenaires internationaux et mobilisation des leaders communautaires.



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

“

**La Nouvelle Citoyenneté que nous forgeons est,
par essence, une citoyenneté numérique.
Elle doit être éclairée, critique et responsable**

“ EXTRAIT DU DISCOURS AU FORUM MONDIAL DE L'INTERNET EN CHINE, NOVEMBRE 2025 ».



Raïssa MALU

Ministre d'état, ministre de l'edu-nc

”





Théodore Kazadi, Vice-Ministre de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté. Source : Ministère de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

“

L'équité dans la Co-création. L'Afrique, avec sa jeunesse, ne demande pas l'assistance, mais le partenariat pour être des Co-créateurs de cet avenir numérique

“ EXTRAIT DU DISCOURS AU FORUM MONDIAL DE L'INTERNET EN CHINE, NOVEMBRE 2025 ».



Raïssa MALU
Ministre d'état, ministre de l'edu-nc

”

3

DIPLOMATIE ÉDUCATIVE

L'année 2025 a été marquée par une **diplomatie éducative** particulièrement active, structurée et cohérente, positionnant la République Démocratique du Congo comme un acteur engagé et crédible des débats internationaux sur l'éducation, le numérique, la science et la citoyenneté.

À travers des interventions de haut niveau dans les principaux forums multilatéraux et espaces de dialogue stratégique, la Ministre d'État, Ministre de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté, a porté une vision claire : faire de l'éducation un levier de souveraineté, d'équité et de transformation durable.

MARS 2025 – APPRENTISSAGE NUMÉRIQUE ET CONTINUITÉ ÉDUCATIVE

La participation de la RDC à la **Journée internationale de l'apprentissage numérique (IDDL)**, organisée sous l'égide de l'UNESCO en mars 2025, a constitué un premier temps fort. L'intervention de la Ministre d'État a mis en évidence le rôle stratégique de l'enseignement à distance dans un pays confronté à des défis sécuritaires, climatiques et géographiques majeurs. Elle y a présenté l'adoption, en février 2025, de l'arrêté ministériel encadrant l'enseignement à distance comme une avancée structurante garantissant la reconnaissance officielle des parcours numériques et la continuité des apprentissages, notamment pour les élèves vivant dans des zones rurales, enclavées ou affectées par les conflits. Cette prise de parole a également souligné l'importance de la formation continue des enseignants et du recours à des solutions hybrides (radio, télévision, supports numériques embarqués) pour réduire la fracture numérique.

MAI 2025 - FUTUR DU TRAVAIL, CITOYENNETÉ ET MÉMOIRE INTELLECTUELLE

En mai 2025, la diplomatie éducative de la RDC s'est déployée sur deux registres complémentaires. D'une part, lors du [Future of Work Forum Africa à Casablanca](#), la Ministre d'État a articulé réforme éducative, compétences du XXI^e siècle et nouvelle citoyenneté. Elle y a affirmé que la préparation au futur du travail passe par une transformation profonde des contenus, des méthodes pédagogiques et de la place accordée à la formation technique et professionnelle, tout en intégrant l'éthique, la responsabilité et l'engagement civique comme fondements de l'employabilité durable.

D'autre part, [l'hommage international rendu au Professeur Valentin-Yves Mudimbe](#) a constitué un moment symbolique fort de la diplomatie intellectuelle et éducative congolaise. À travers cette allocution, la Ministre d'État a inscrit la réforme éducative nationale dans une continuité historique et philosophique, rappelant que l'école congolaise doit être un lieu d'émancipation intellectuelle, de pensée critique et de valorisation des savoirs africains. Cet hommage a renforcé la dimension culturelle et identitaire de la Nouvelle Citoyenneté portée par le Ministère.

NOVEMBRE 2025 - MULTILATÉRALISME, NUMÉRIQUE ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



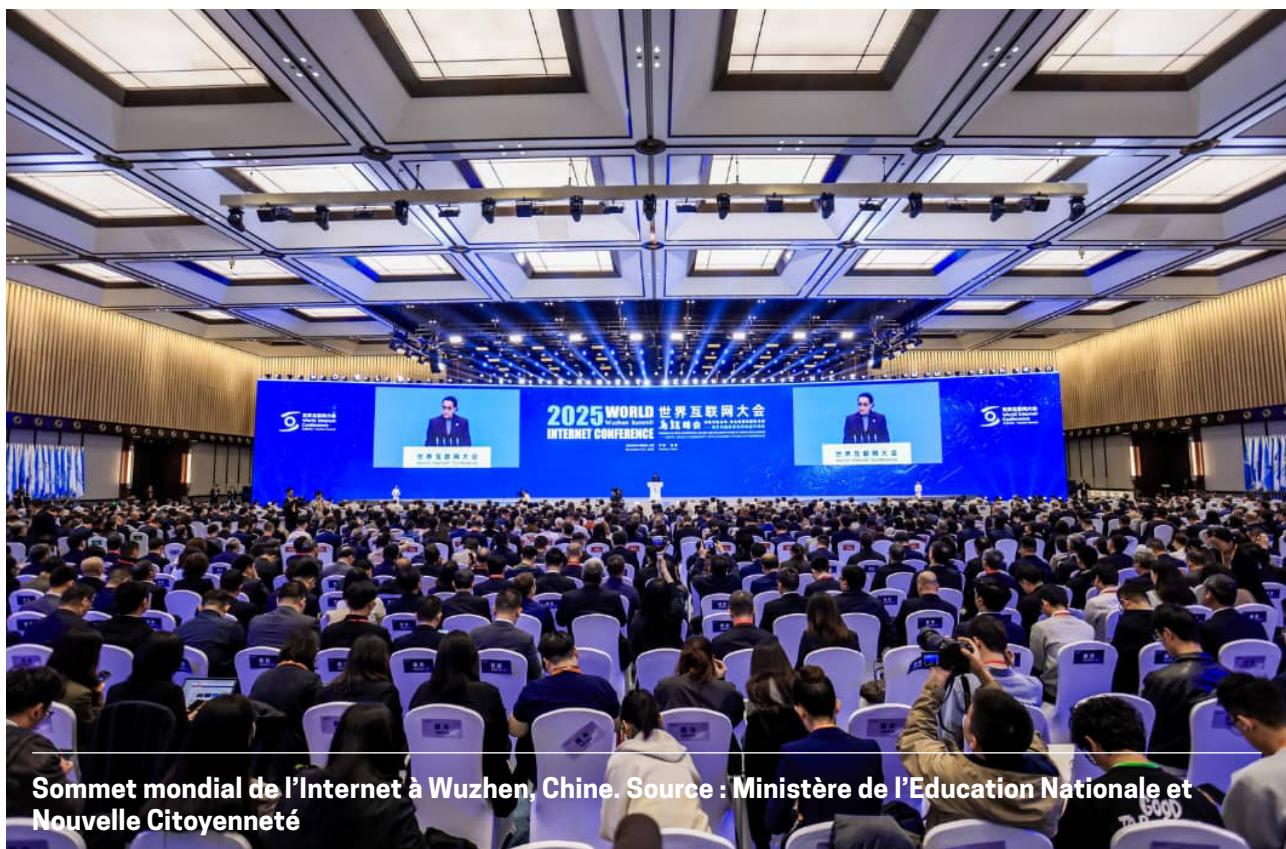
Intervention de Son Excellence
Raïssa Malu
Dinanga, Ministre
d'Etat, Ministre
de l'Education
Nationale
et Nouvelle
Citoyenneté à la
43^e Conférence
de l'UNESCO
– Samarkand,
Ouzbékistan

Le mois de novembre 2025 a constitué le pic de l'action diplomatique éducative. À la [43^e Conférence générale de l'UNESCO à Samarkand](#) (Ouzbékistan), la Ministre d'État, en qualité de Cheffe de délégation et Présidente de la Commission nationale pour l'UNESCO, a prononcé le discours de politique générale de la RDC. Elle y a réaffirmé l'éducation comme pilier du développement durable, de la paix et de la cohésion sociale, mettant en avant les réformes nationales : gratuité de l'enseignement primaire, formation des enseignants, refondation curriculaire, intégration des compétences numériques et promotion de la citoyenneté active. La RDC y a plaidé pour un appui renforcé de l'UNESCO à la transition numérique de l'éducation et pour une coopération africaine accrue en matière de science ouverte, de gouvernance éthique de l'intelligence artificielle et de protection du patrimoine en zones de conflit.

Dans le même cadre, lors de la [table ronde ministérielle sur les compétences pour un avenir durable](#), la Ministre d'État a présenté l'expérience congolaise de numérisation du système

éducatif, l'institutionnalisation de l'enseignement à distance et l'usage de l'IA pour moderniser l'Examen d'État, illustrant une approche pragmatique et éthique de l'innovation éducative.

Toujours en novembre, la participation de la RDC au [Sommet mondial de l'Internet à Wuzhen](#) a permis de positionner l'éducation comme fondement de la souveraineté numérique et de la « communauté de destin dans le cyberspace ». La Ministre d'État y a développé une vision intégrée liant éducation numérique, cybersécurité, citoyenneté numérique et inclusion linguistique et de genre, affirmant que l'école constitue la première ligne de défense contre la fracture numérique et la désinformation.



Sommet mondial de l'Internet à Wuzhen, Chine. Source : Ministère de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté

Enfin, lors du [Forum GDI – Afrique, accélérateur de l'Agenda 2030 à Wuzhen](#), la Ministre d'État a présenté ce qu'elle a qualifié de « [modèle congolais](#) » d'accélération numérique par l'éducation : usage de l'IA pour la méritocratie, blockchain pour la souveraineté des diplômes et enseignement à distance pour l'inclusion. Cette intervention a renforcé le positionnement de la RDC comme pays capable de traduire les principes globaux de coopération numérique en actions éducatives concrètes et mesurables.



DÉCEMBRE 2025 - INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, GOUVERNANCE ET COOPÉRATION GLOBALE

En [décembre 2025](#), la Ministre d'État est intervenue lors du [Day of AI à Dubaï](#), organisé avec le MIT RAISE. Elle y a présenté l'IA comme un outil au service de l'équité et de la qualité dans un système éducatif de grande échelle, mettant en avant la réforme de l'Examen d'État avec correction assistée par IA et e-diplômes sécurisés. Cette intervention a également insisté sur les défis de la fracture numérique, de l'adaptation linguistique et de la formation des enseignants, appelant à des partenariats de co-conception adaptés aux contextes africains.

À travers ces différentes séquences, la diplomatie éducative de la RDC en 2025 s'est caractérisée par une forte cohérence entre réformes nationales et engagements internationaux. Elle a permis de faire reconnaître l'éducation congolaise comme un laboratoire d'innovation responsable, au service de l'équité, de la souveraineté et de la transformation sociale, tout en consolidant des partenariats stratégiques essentiels pour accompagner les perspectives 2026.

4

NOTES D'INFORMATION AU CONSEIL DES MINISTRES (CM)

L'année 2025 a été marquée par la présentation de [neuf \(9\) notes d'information](#) au Conseil des Ministres, témoignant de l'engagement du Ministère de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté à alerter le Gouvernement sur les défis majeurs et à obtenir la validation politique pour ses initiatives stratégiques. Ces notes ont structuré l'action gouvernementale autour de trois axes principaux.

A) MOBILISATION FACE À LA CRISE ET GARANTIE DE L'ÉQUITÉ ÉDUCATIVE

Le Ministère a assuré la réactivité de l'État face aux urgences sécuritaires et humanitaires, notamment à l'Est du pays. Lors de la Trente-troisième Réunion Ordinaire du 28 février 2025, la Ministre d'État a alerté le Conseil sur l'impact dramatique de l'agression sur l'éducation, chiffrant l'impact à 2 594 écoles non opérationnelles et 1 108 962 élèves en rupture de scolarité, soulignant l'insécurité, l'occupation et la destruction d'écoles. Face à cette situation, elle a présenté les mesures de continuité de l'apprentissage et de protection, et a lancé une campagne de sensibilisation à la citoyenneté active.

Dans la continuité de cet engagement, lors de la Trente-cinquième Réunion Ordinaire du 14 mars 2025, le Conseil a été informé de la décision d'organiser [une session spéciale de l'épreuve préliminaire de l'Examen d'État 2025](#), le 25 mars, au bénéfice de 619 candidats des provinces éducationnelles les plus affectées, garantissant ainsi l'inclusivité.

Enfin, le Ministère a obtenu l'engagement financier du Gouvernement pour l'équité d'accès aux évaluations nationales. La Ministre d'État a fait le point sur la prise en charge intégrale par le Trésor Public des frais de participation aux évaluations certificatives (ENAFEP, TENASOSP, Examen d'État) pour l'édition 2025, un sujet suivi lors de la Quarante-quatrième Réunion Ordinaire du 23 mai 2025 et étendu à la Quarante-septième Réunion Ordinaire du 13 juin 2025

pour couvrir 718 558 candidats finalistes des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, et a rappelé la décision d'extension de la prise en charge aux candidats de l'Ituri.

B) MODERNISATION, TRANSPARENCE ET GOUVERNANCE

Le Ministère a porté des notes sur l'innovation, le renforcement des valeurs et des pratiques de gouvernance. Concernant l'équité, le Conseil a été informé, lors de la Quarantième Réunion Ordinaire du 18 avril 2025, de l'installation de la [Commission interministérielle pour l'Éducation inclusive](#), visant à doter le pays d'un cadre normatif permettant à tous les enfants, quel que soit leur état, d'accéder à une éducation de qualité.

Sur l'axe de la modernisation et de la transparence, la Cinquante-deuxième Réunion Ordinaire du 18 juillet 2025 a été l'occasion d'annoncer le lancement imminent de la plateforme [E-Diplôme](#) (<https://www.diplome.cd/>), reposant sur la technologie blockchain, un projet stratégique visant à sécuriser et garantir l'authenticité des diplômes d'État. Cette dynamique de modernisation s'est confirmée lors de la Cinquante-quatrième Réunion Ordinaire du 15 août 2025, où le Ministère a présenté les innovations technologiques majeures ayant permis la publication rapide et sécurisée des premiers résultats de l'Examen d'État, notamment l'utilisation de l'Intelligence Artificielle pour l'automatisation de la correction, multipliant la vitesse de traitement des copies par dix.

Enfin, sur le plan de la diplomatie éducative, le Conseil a été informé des [engagements pris au Sommet des Filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre](#) lors de la Soixante-troisième Réunion Ordinaire du 17 octobre 2025, et a été sollicité pour la validation d'une priorité nationale de développement des filles, incluant l'élaboration d'une Feuille de route détaillée et l'introduction d'un identifiant budgétaire transversal.

C) SÉCURISATION ET EXTENSION DE LA GRATUITÉ

Le Ministère a présenté une note unique et stratégique sur l'avenir de la réforme constitutionnelle de l'éducation. Lors de la Soixante-dixième Réunion Ordinaire du 12 décembre 2025, la Ministre d'État a présenté l'état des lieux sur la gratuité de l'enseignement primaire ainsi que [son extension au Cycle Terminal de l'Éducation de Base \(CTEB\)](#). S'appuyant sur l'étude spatiale des acquis et des défis de soutenabilité, elle a proposé une feuille de route graduée et sécurisée, soulignant que cette démarche est une responsabilité collective visant à renforcer la cohérence de l'action gouvernementale.



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

“

Ensemble, nous pouvons bâtir un monde où chaque enfant, où qu'il vive, aura la possibilité d'apprendre, d'innover et de rêver dans le même espace numérique partagé.

“ EXTRAIT DU DISCOURS AU FORUM MONDIAL DE L'INTERNET EN CHINE, NOVEMBRE 2025 ».



Raïssa MALU

Ministre d'état, ministre de l'edu-nc

“



5

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2026

Fort des acquis de 2025, le Ministère aborde l'année 2026 avec une feuille de route ambitieuse, en cohérence avec le PAG 2024-2028 et le Plan Quinquennal 2024-2029 du secteur éducatif, ainsi qu'avec les Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030. Les grands chantiers à venir s'articulent autour des mêmes axes stratégiques - accès, qualité, gouvernance/citoyenneté - , avec une montée en puissance des projets et réformes initiés.

Accès universel et infrastructure: En 2026, l'accent sera mis sur la poursuite de la construction d'écoles et l'extension de la capacité d'accueil à travers le pays. Les projets d'envergure PEQIP, PAAF et EFFICACE entreront pleinement en phase opérationnelle. Ils prévoient la construction de plusieurs milliers de salles de classe neuves (environ 4 000 classes au total sur 5 ans) dont environ 420 salles de classe dès la première vague d'exécution accompagnées d'installations d'eau, hygiène et assainissement (WASH) (latrines séparées, points de lavage des mains) dans les écoles bénéficiaires. Ces projets, financés conjointement par le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers visent non seulement à accroître l'accès physique à l'école, mais aussi à transformer les environnements d'apprentissage en les rendant plus sûrs, salubres et inclusifs. Par ailleurs, le Ministère compte mettre en œuvre la feuille de route de la Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire validée en 2025. Dès 2026, des programmes pilotes de cantines scolaires seront lancés dans des zones d'insécurité alimentaire, en coordination avec les ministères de la Santé et de l'Agriculture, afin d'améliorer la nutrition des élèves et leur assiduité en classe. Enfin, l'extension de la gratuité scolaire jusqu'au cycle terminal de l'éducation de base (CTEB) sera étudiée de près, conformément à l'objectif d'équité éducative du Gouvernement, pour une première mise en œuvre à la rentrée 2027.

Amélioration de la qualité et innovation pédagogique : Sur le plan de la qualité de l'enseignement, 2026 sera une année charnière pour institutionnaliser les réformes amorcées.

Tout d'abord, le Ministère prévoit d'institutionnaliser le concours annuel de recrutement des enseignants sur base du mérite, pour en faire un rendez-vous régulier et transparent permettant de pourvoir les besoins en enseignants de manière planifiée et équitable sur tout le territoire. Couplé à la montée en puissance des nouveaux Instituts de formation aux métiers de l'enseignement (dont les premiers bâtiments devraient être livrés fin 2026 dans le cadre du programme EFFICACE), cela participera à professionnaliser davantage le corps enseignant. En parallèle, la politique de rajeunissement du personnel se poursuivra : d'ici fin 2026, plusieurs milliers d'enseignants en âge limite partiront à la retraite avec accompagnement, tandis que de nouvelles vagues d'enseignants mécanisés viendront renforcer les écoles, en visant notamment la parité de genre. Ensuite, sur le plan des programmes et outils pédagogiques, 2026 verra l'aboutissement de la refonte de plusieurs curricula. Les Programmes actualisés de l'enseignement technique et professionnel seront finalisés et commenceront à être déployés, avec la contribution d'acteurs économiques locaux pour rester en phase avec les besoins du marché. De plus, les premiers modules d'éducation numérique alignés sur le curriculum national pourraient être introduits dans les classes pilotes, en vue d'un déploiement graduel. Le développement du Portail national de formation en ligne pour enseignants sera achevé, permettant dès fin 2026 à tout enseignant d'accéder à des cours de formation continue certifiants sur des thématiques variées (pédagogie, gestion de classe multi-niveaux, éducation inclusive, etc.). Enfin, le Ministère consolidera la réforme des évaluations : l'objectif est d'équiper cinq provinces de scanners et logiciels de correction automatisée pour les examens d'État et examens nationaux de fin d'études primaires, de sorte qu'en 2026 l'intégralité des candidats bénéficient d'une correction plus rapide et objective de leurs épreuves. Toutes ces actions visent à rehausser progressivement le niveau de qualité de l'enseignement, condition indispensable à l'atteinte de l'ODD 4.

Gouvernance renforcée et transformation numérique : En 2026, le Ministère poursuivra la modernisation de sa gouvernance administrative et financière. Le rendu final de la mission du nettoyage du fichier paie à l'ensemble des provinces sera produit début 2026 tandis que l'adoption de l'identification biométrique des enseignants devrait permettre de fiabiliser ce processus. Par ailleurs, le déploiement du Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines se concrétisera : ce logiciel national regroupera les informations sur les affectations, mouvements, carrière et paie des enseignants et personnels administratifs, améliorant la traçabilité et la planification (par exemple, anticiper les besoins de remplacement, suivre la formation continue, etc.). Sur le volet financier, l'objectif sera d'améliorer la qualité de la dépense publique en éducation : une cartographie des coûts par élève sera développée pour mieux orienter les budgets là où les besoins sont criants, et les mécanismes de transfert des

fonds de fonctionnement aux écoles seront digitalisés pour plus de transparence. Le Ministère compte également intensifier le contrôle de la qualité des enseignements sur le terrain avec le lancement du 9ème concours d'accession au corps des inspecteurs. Les Inspecteurs scolaires nouvellement nommés seront formés aux outils numériques de collecte de données, et la CIEAS élargira ses évaluations des acquis scolaires à davantage de provinces, fournissant des indicateurs de performance objectifs (taux de réussite, niveaux de compétence en lecture et mathématiques, etc.) qui guideront les décisions. Enfin, la transformation numérique du ministère lui-même sera poursuivie : après la migration vers un nouveau logiciel de paie en 2025 (phase II lancée), 2026 verra la mise en service d'autres e-services, tels qu'une plateforme en ligne pour le dépôt et le suivi des demandes d'agrément des écoles privées, ou un portail d'information exhaustif pour les parents et élèves (calendriers scolaires, résultats d'examens consultables en ligne, etc.). Ces innovations amélioreront la gouvernance éducative en la rendant plus participative, plus transparente et plus centrée sur l'usager.

Nouvelle Citoyenneté et cohésion nationale: Sur ce plan, 2026 sera l'année de la généralisation progressive des approches introduites en 2025. Le Serment du Citoyen sera renforcé comme pratique courante dans toutes les écoles primaires et secondaires à travers le pays, accompagné de séances pédagogiques expliquant son sens aux élèves. Le Ministère prévoit d'élaborer un guide ou manuel de « nouvelle citoyenneté » à destination des établissements, explicitant les valeurs à promouvoir (intégrité, civisme, unité nationale, respect de l'autre, etc.) et suggérant des activités concrètes (débats citoyens, journées de service communautaire, cérémonies patriotiques). Les modules de citoyenneté (éducation civique renouvelée) commenceront à être intégrés dans les programmes scolaires officiels à partir de la rentrée de septembre 2026 pour certains niveaux. Ils couvriront des thématiques telles que l'éthique publique et la lutte contre la corruption, les droits et devoirs du citoyen, la culture de la paix et de la tolérance, l'égalité de genre, ainsi que la protection de l'environnement. En complément, les clubs de citoyens en herbe initiés en 2025 seront étendus à la majorité des écoles secondaires urbaines et progressivement aux écoles rurales, avec un appui en formation aux encadreurs de ces clubs. Des concours interscolaires (par exemple concours d'éloquence ou de projets communautaires) seront organisés pour valoriser l'engagement citoyen des jeunes. Enfin, le Ministère continuera à montrer l'exemple en son sein : après avoir été le premier ministère à signer le « Code de bonne conduite » du gouvernement en 2025, il veillera en 2026 à appliquer les principes de transparence, de redevabilité et de service au public dans toutes ses actions, renforçant ainsi la confiance des citoyens dans l'institution éducative.

Les perspectives 2026 s'annoncent riches et décisives pour le secteur éducatif congolais. L'objectif global est de consolider les acquis tout en donnant une nouvelle impulsion aux réformes, de manière à inscrire durablement l'éducation de la RDC sur la trajectoire de la transformation positive. Grâce à la mobilisation conjointe du Gouvernement, des partenaires et des communautés locales, l'année 2026 devra permettre de rapprocher encore davantage le système éducatif des cibles fixées à l'horizon 2030 : une éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous (ODD4), où filles et garçons achèvent le cycle fondamental sur un pied d'égalité (ODD5), et où l'école contribue à former des citoyens responsables, porteurs des valeurs de paix, de tolérance et de développement (en écho à l'ODD16 sur la promotion de sociétés pacifiques et inclusives). Le Ministère de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté s'engage à poursuivre avec détermination ces chantiers prioritaires, convaincu que l'éducation est le levier central du développement humain et de la cohésion nationale en RDC. Les progrès accomplis en 2025 forment une base solide sur laquelle bâtir les succès de demain.



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

“

***Le numérique est l'autoroute, mais
l'Éducation est le permis de conduire***

“ EXTRAIT DU DISCOURS AU FORUM MONDIAL DE L'INTERNET EN CHINE, NOVEMBRE 2025 ».



Raïssa MALU
Ministre d'état, ministre de l'edu-nc

“

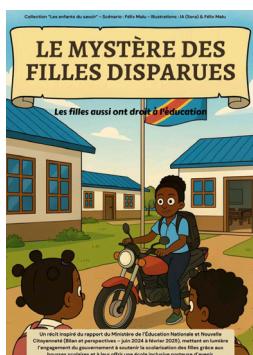
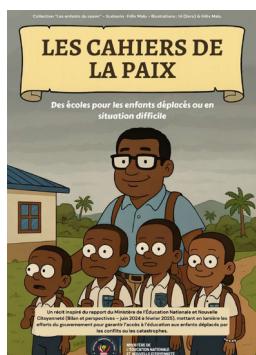
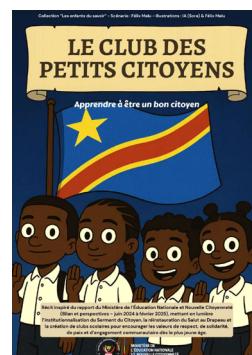
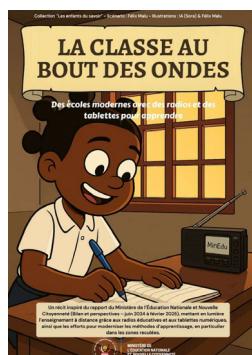
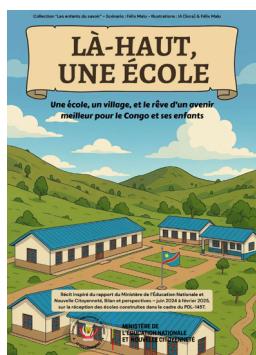


6

SYNTHÈSE DES PUBLICATIONS

L'année 2025 a été marquée par une activité réglementaire et stratégique intense, matérialisée par l'élaboration et la validation des documents fondamentaux suivants, qui structurent les réformes et l'action du Ministère sur plusieurs années :

1. Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire (SNAS) 2025-2030 ;
2. Stratégie de l'Éducation et de la Formation en situation d'Urgence (SEFSU) 2025-2029 ;
3. Mesures d'accompagnement de l'Enseignement à Distance (EAD) ;
4. Manuel de procédure de création et d'agrément des établissements scolaires publics et privés ;
5. Manuel de Procédures de Perception et de Gestion des Frais de Bulletins scolaires des classes non concernées par la gratuité « MPPGBS » ;
6. Huit bandes dessinées éducatives publiées.





MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

“

L'avenir numérique ne sera pleinement inclusif et équitable que s'il est d'abord sécurisé et éthique

“ EXTRAIT DU DISCOURS AU FORUM MONDIAL DE L'INTERNET EN CHINE, NOVEMBRE 2025 ».



Raïssa MALU

Ministre d'état, ministre de l'edu-nc

“



#8



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

Nous sommes l'éducation nationale,
nous préparons l'avenir de nos enfants,
nous construisons la nation.



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

“

**Guidés par cette conviction du pouvoir transformateur
de l'éducation, nous œuvrons à bâtir un système éducatif
qui libère les talents, forme à la citoyenneté et prépare
nos jeunes à relever les défis du siècle**

« EXTRAIT DU DISCOURS À LA 43E SESSION DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNESCO, OCTOBRE 2025 ».



Raïssa MALU
Ministre d'état, ministre de l'edu-nc

“



#9



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

02, Avenue des Ambassadeurs,
Kinshasa-Gombe, B.P: 3163 KIN 1
République Démocratique du Congo

Tél. : (+243) 840018006
sgc@eduquepsp.education
edu-nc.gouv.cd